



**Bureau d'information
et de communication**

Rue de la Barre 2
1014 Lausanne

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Canton et ses Hautes écoles ensemble contre l'initiative de limitation

Les Hautes écoles* du canton de Vaud et le Conseil d'Etat appellent à voter NON à l'initiative « Pour une immigration modérée (initiative de limitation) ». Si elle devait être acceptée le 27 septembre, elle aurait des conséquences directes pour des projets de recherche importants, non seulement pour la place du canton de Vaud au niveau suisse et européen, mais surtout pour la population. Cancer du sein, durabilité ou cyber sécurité sont, par exemple, des domaines de recherche essentiels et dans lesquels les Hautes écoles vaudoises jouent un rôle de pointe. Au-delà des importants financements en jeu, c'est la collaboration internationale qui serait mise en péril. Tous les représentants des Hautes écoles se sont donc réunis autour de la cheffe du DFJC pour appeler la population à rejeter ce texte.

La Suisse participe depuis 2004 en tant qu'État associé aux programmes-cadres de l'Union européenne pour la recherche et l'innovation. Elle a régulièrement bénéficié de ce partenariat. Les fonds européens décrochés par nos chercheuses et chercheurs sont en effet supérieurs aux montants versés dans le pot commun par notre pays. La participation au prochain accord-cadre *Horizon Europe 2021-2027* pour un montant de 6,1 milliards de francs est aujourd'hui entre les mains des Chambres fédérales, mais son avenir est suspendu au résultat du vote du 27 septembre prochain sur l'initiative « Pour une immigration modérée (initiative de limitation) ». Car au-delà des importants échanges financiers qui contribuent à la recherche, l'initiative remet en cause la liberté de circulation des personnes, et donc la libre circulation des cerveaux. Si elle aboutissait, elle mettrait fin à de nombreuses coopérations internationales et rendrait très difficile la collaboration entre la Suisse et l'Union européenne dans ces domaines de recherche. En 2014, lorsque l'initiative contre l'immigration de masse a été adoptée, la Suisse avait été temporairement exclue du programme-cadre de recherche européen. Cette exclusion a empêché la participation de chercheurs suisses à certains projets d'envergure.

Ensemble pour rejeter une initiative

Le Conseil d'Etat vaudois s'est déjà prononcé contre cette initiative. Aujourd'hui, la conseillère d'Etat Cesla Amarelle, cheffe du Département de la formation, de la

jeunesse et de la culture (DFJC), se joint à l'engagement des milieux scientifiques suisses, des Universités, des Hautes écoles spécialisées et plus particulièrement des Hautes écoles vaudoises pour dire que ces échanges avec l'Europe sont le socle de l'ancrage européen de la Suisse. La coopération scientifique progresse grâce aux partenariats qui dépassent les frontières. L'arrimage aux réseaux européens doit être préservé à tout prix, car il participe à l'innovation dans notre canton et dans tout le pays. Participer aux concours les plus exigeants pour obtenir des financements européens de recherche, accueillir des jeunes talents, permettre aux chercheuses et aux chercheurs vaudois de rayonner à l'étranger, voilà ce qui est en jeu aussi le 27 septembre prochain.

Cancer du sein, durabilité ou cybersécurité : des projets concrets en danger

En Suisse et dans le canton, la recherche et la formation tertiaires sont des atouts clés dans toute une série de problématiques contemporaines : climat, énergie, intelligence artificielle, santé, transition numérique, etc. À titre d'exemple, trois Hautes écoles, l'Université de Lausanne, la Haute École de Santé Vaud et la Haute École d'Ingénierie et de Gestion, ont exposé très concrètement des projets de recherche qui dépendent des accords européens menacés par l'initiative de limitation.

Cancer du sein : un des projets de recherche de l'HESAV a pour but d'étudier et mettre en évidence les apports de l'approche interprofessionnelle dans les traitements du cancer du sein dans une perspective d'amélioration des soins et de la sécurité des patients.

Budget global : 331'766 euros - L'HESAV reçoit 81'860 francs
4 pays collaborent à ce projet.

<https://ebreastproject.weebly.com/>

Durabilité : à la HEIG-VD on étudie l'intégration de la notion d'efficacité énergétique plutôt que l'unique aspect d'économie d'énergie dans le développement de projets. En quantifiant les avantages multiples d'une gestion efficace (qualité, productivité...) et en communiquant ces résultats, la recherche a pour but de démontrer que ces éléments permettent de réduire les coûts et les risques, en permettant d'atteindre ou dépasser les objectifs fixés sans augmentation de l'énergie mobilisée.

Budget global : 1'866'490 euros - La HEIG-VD reçoit 80'000 euros

11 pays collaborent à cette recherche.

<https://www.mbenefits.eu/>

Cyber sécurité : l'UNIL a participé à un projet de recherche récemment terminé visant à développer une politique de cyber sécurité tout en respectant les valeurs et les droits fondamentaux. Un projet essentiel mettant en regard la complexité croissante du monde digital, les nécessités de la cyber sécurité et les valeurs éthiques de nos sociétés.

Budget global : 1'570'000 euros - L'UNIL reçoit 178'700 francs.

7 pays collaborent à cette recherche.

<https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/canvas-constructing-alliance-value-driven-cybersecurity>

* *UNIL, HEP, HEIG-VD, HESAV, ECAL, HETSL, HEMU, La Source*

Bureau d'information et de communication de l'Etat de Vaud

Lausanne, le 08 septembre 2020

RENSEIGNEMENTS POUR LA PRESSE UNIQUEMENT

DFJC, Cesla Amarelle, conseillère d'Etat